



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	ENER.F.4
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	345543
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/04/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

As part of Directorate F - Energy Security and International Relations, Unit F4 is responsible for ensuring energy security and safety at all times and in particular in the context of the energy transition towards a climate-neutral economy. Its remit includes preparedness and the security of supply of current and future energy sources, storage, demand side measures, the resilience of energy technology supply chains, the safety of offshore platforms, and the protection and cybersecurity of energy critical infrastructures – essential for the wellbeing of EU citizens and the competitiveness of our economy, and a must for the achievement of the European Green Deal and the upcoming Clean Industrial Deal. The unit's activities cover constant monitoring and assessment of energy security related incidents and developments, implementation of existing legislation, as well as in the coming years the longer-term redesign of the EU's energy security framework.

Job presentation:

- The vacancy offers an opportunity to contribute skills and, preferably, legal expertise for several important files in the area of energy security and safety.
- In this context, the Seconded national Expert (SNE) shall leverage practical legal experience gained in national or international context to support the implementation of the existing energy security acquis, including the gas security of supply regulation, electricity risk preparedness and offshore safety.
- The SNE will also support the unit's activities in reviewing the current energy security framework in the light of the current geopolitical context and the decarbonisation and electrification of the EU's energy system, as outlined in the Commissioner's mission letter.
- The SNE will also support horizontal tasks within the unit that require expertise, such as handling of delegated and implementing acts, following up on legal compliance issues, amongst others.
- The SNE will provide input and support to the implementation of the existing legislation, including the preparation of presentations, analytical notes, enforcement action, briefings, responses to stakeholder questions and other policy documents for both internal Commission use and for external dissemination.
- In addition, the SNE will participate in coordination meetings with Member States and relevant stakeholders, and give presentations and interventions representing Unit F4/ENER in relation to the thematic areas of responsibility.



The SNE will work under the supervision of an administrator. With a view to the principle of loyal cooperation between the national/regional and European administrations, the SNE will not work on individual cases with implications for files he/she would have had to deal with in his/her national administration in the two years preceding its entry into the Commission, or directly adjacent cases. He/she shall in no case make commitments, financial or otherwise, or negotiate on behalf of the Commission.

Jobholder profile:

We are looking for a proactive, committed and result-oriented colleague possessing the following competencies:

- Relevant job experience of at least 3 years in full time in the area of EU energy law and policy, preferably with a focus on energy markets or energy security and safety.
- Strong analytical skills, and the ability to link analysis and policy development.
- Affinity with EU legal processes, including the development of new legislative proposals, delegated acts and implementing acts, and enforcement.
- Very good English and communication skills both oral and written.
- Ability to formulate concise and to-the-point briefings and presentations for hierarchy.
- High commitment to quality and accuracy, and ability to deliver within short deadlines.
- Capacity to perform duties autonomously and in a flexible way is important, coupled with strong team spirit.



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

Dans le cadre du directorat Sécurité énergétique et relations internationales, l'unité F4 est chargée d'assurer la sécurité et la sûreté énergétiques à tout moment et en particulier dans le contexte de la transition énergétique vers une économie neutre pour le climat. Son mandat comprend la préparation et la sécurité de l'approvisionnement des sources d'énergie actuelles et futures, le stockage, les mesures axées sur la demande, la résilience des chaînes d'approvisionnement en technologies énergétiques, la sécurité des plateformes en mer, ainsi que la protection et la cybersécurité des infrastructures énergétiques critiques — essentielles pour le bien-être des citoyens de l'UE et la compétitivité de notre économie, et un impératif pour la réalisation du pacte vert pour l'Europe et du prochain pacte industriel propre. Les activités de l'unité couvrent le suivi et l'évaluation constants des incidents et évolutions liés à la sécurité énergétique, la mise en œuvre de la législation existante, ainsi que, dans les années à venir, la refonte à plus long terme du cadre de sécurité énergétique de l'UE.

Présentation du poste:

- L'avis de vacance offre la possibilité de renforcer les compétences et l'expertise juridique pour plusieurs dossiers importants dans le domaine de la sécurité et de la sûreté énergétiques.
- Dans ce contexte, l'expert(e) national(e) détaché(e) (END) tire parti de l'expérience juridique pratique acquise dans le contexte national ou international pour soutenir la mise en œuvre de l'acquis existant en matière de sécurité énergétique, y compris le règlement sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz, la préparation aux risques en matière d'électricité et la sûreté en mer.
- L'END soutiendra également les activités de l'unité visant à réviser le cadre actuel de sécurité énergétique à la lumière du contexte géopolitique actuel et de la décarbonisation et de l'électrification du système énergétique de l'UE, comme indiqué dans la lettre de mission de la commissaire.
- L'END soutiendra également des tâches horizontales au sein de l'unité qui nécessitent une expertise juridique, telles que le traitement des actes délégués et des actes d'exécution, le suivi des questions de conformité juridique, entre autres.
- L'END apportera sa contribution et son soutien à la mise en œuvre de la législation existante, y compris la préparation de présentations, de notes analytiques, de mesures d'exécution, de notes d'information, de réponses aux questions des parties prenantes et d'autres documents stratégiques à la fois à usage interne de la Commission et à des fins de diffusion externe.



- En outre, l'END participera à des réunions de coordination avec les États membres et les parties prenantes concernées et présentera des présentations et des interventions représentant l'unité F4/ENER en ce qui concerne les domaines thématiques de compétence.

L'END travaillera sous la supervision d'un/une administrateur (trice). Compte tenu du principe de coopération loyale entre les administrations nationales/régionales et européennes, l'END ne travaillera pas sur des cas individuels ayant des implications sur les dossiers qu'il/elle aurait dû traiter au sein de son administration nationale au cours des deux années précédant son entrée à la Commission, ni sur des cas directement adjacents. Il/elle ne prend en aucun cas des engagements, financiers ou autres, ou négocie au nom de la Commission.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un/une collègue proactif(ive), engagé(e) et axé(e) sur les résultats, possédant les compétences suivantes:

- Expérience professionnelle pertinente d'au moins 3 ans à temps plein dans le domaine de la législation et de la politique énergétiques de l'UE, de préférence en mettant l'accent sur les marchés de l'énergie ou la sécurité et la sûreté énergétiques.
- Solides compétences analytiques et aptitude à établir des liens entre l'analyse et l'élaboration des politiques.
- Affinité avec les processus juridiques de l'UE, y compris l'élaboration de nouvelles propositions législatives, d'actes délégués et d'actes d'exécution, et le contrôle de l'application.
- Très bonnes aptitudes à l'anglais et à la communication, tant à l'oral qu'à l'écrit.
- Aptitude à formuler des notes d'information concises et des présentations à l'intention de la hiérarchie.
- Un engagement fort en faveur de la qualité et de la précision, ainsi que la capacité à fournir des résultats dans des délais courts.
- La capacité à exercer ses fonctions de manière autonome et flexible est importante, associée à un solide esprit d'équipe.



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Im Rahmen der ENER F – Energieversorgungssicherheit und Internationale Beziehungen ist die F4 dafür zuständig, die Energieversorgungssicherheit jederzeit und insbesondere im Zusammenhang mit der Energiewende hin zu einer klimaneutralen Wirtschaft zu gewährleisten. Der Aufgabenbereich umfasst die Vorsorge und die Versorgungssicherheit bei derzeitigen und künftigen Energiequellen, die Speicherung, nachfrageseitige Maßnahmen, die Widerstandsfähigkeit der Lieferketten für Energietechnologien, die Sicherheit von Offshore-Plattformen sowie den Schutz und die Cybersicherheit kritischer Energieinfrastrukturen – also Themen, die für das Wohlergehen der EU-Bürgerinnen und -Bürger und die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft von entscheidender Bedeutung sind, und eine Notwendigkeit für die Umsetzung des europäischen Grünen Deals und des bevorstehenden Clean Industrie Deals darstellen. Die Tätigkeiten des Referats umfassen die kontinuierliche Überwachung und Bewertung von Vorfällen und Entwicklungen im Zusammenhang mit der Energieversorgungssicherheit, die Umsetzung geltender Rechtsvorschriften sowie die längerfristige Neugestaltung des EU-Rahmens für die Energieversorgungssicherheit in den kommenden Jahren.

Stellenbeschreibung:

- Die freie Stelle bietet die Möglichkeit, Kompetenzen und juristisches Fachwissen für mehrere wichtige Dossiers im Bereich der Energieversorgungssicherheit und Energiesicherheit einzubringen.
- In diesem Zusammenhang nutzt der/die abgeordnete nationale Sachverständige (ANS) praktische juristische Erfahrungen, die im nationalen oder internationalen Kontext gesammelt wurden, um die Umsetzung der bestehenden Gesetzeslage im Bereich der Energieversorgungssicherheit zu unterstützen, einschließlich der Regulierung der Gasversorgungssicherheit, der Vorsorge für Stromversorgungsrisiken und der Offshore-Sicherheit.
- Der/die ANS wird auch die Tätigkeiten des Referats bei der Überprüfung des derzeitigen Rahmens für die Energieversorgungssicherheit vor dem Hintergrund des derzeitigen geopolitischen Kontexts und der Dekarbonisierung und Elektrifizierung des Energiesystems der EU unterstützen, wie im Mandatsschreiben der neuen Kommission dargelegt.
- Der/die ANS wird auch horizontale Aufgaben innerhalb des Referats unterstützen, die rechtliches Fachwissen erfordern, wie z. B. die Bearbeitung von delegierten



Rechtsakten und Durchführungsrechtsakten, sowie die Überprüfung der Einhaltung von Rechtsvorschriften.

- Der/die ANS wird die Umsetzung der geltenden Rechtsvorschriften unterstützen, einschließlich der Vorbereitung von Präsentationen, analytischen Vermerken, Durchsetzungsmaßnahmen, Briefings, Antworten auf Fragen der Interessenträger und anderer politischer Dokumente sowohl für die interne Verwendung durch die Kommission als auch für die externe Verbreitung.
- Darüber hinaus nimmt der/die ANS an Koordinierungssitzungen mit den Mitgliedstaaten und relevanten Interessenträgern teil und hält Präsentationen, die das Referat TF4/ENER in Bezug auf die thematischen Zuständigkeitsbereiche vertreten.

Der/die ANS wird unter der Aufsicht eines EU-Verwalters arbeiten. Im Hinblick auf den Grundsatz der loyalen Zusammenarbeit zwischen den nationalen/regionalen und europäischen Verwaltungen wird der/die ANS keine Einzelfälle bearbeiten, die Auswirkungen auf die Dossiers haben, die er/sie in den beiden Jahren vor seinem/ihrer Eintritt in die Kommission in seiner/ihrer nationalen Verwaltung hätte behandeln müssen, oder unmittelbar damit zusammenhängende Fälle. Er/Sie darf in keinem Fall finanzielle oder sonstige Verpflichtungen eingehen oder im Namen der Kommission verhandeln.

Anforderungsprofil:

Wir suchen eine/n proaktive/n, engagierte/n und ergebnisorientierte/n Kollegin/Kollegen mit folgenden Kompetenzen:

- Einschlägige Berufserfahrung von mindestens drei Jahren in Vollzeit im Bereich des EU-Energierechts und der EU-Energiepolitik, vorzugsweise mit Schwerpunkt Energiemärkte oder Energiesicherheit.
- Ausgeprägte analytische Fähigkeiten und die Fähigkeit, Analysen und Politikentwicklung miteinander zu verknüpfen.
- Wissen zu EU-Rechtsprozessen, einschließlich der Ausarbeitung neuer Legislativvorschläge, delegierter Rechtsakte und Durchführungsrechtsakte sowie der Durchsetzung.
- Sehr gute Englischkenntnisse und Kommunikationsfähigkeiten, sowohl mündlich als auch schriftlich.
- Die Fähigkeit, prägnante und themenbezogene Briefings und Präsentationen für die Hierarchie zu erstellen.



- Hohes Engagement für Qualität und Genauigkeit und die Fähigkeit, kurze Fristen einzuhalten.
- Die Fähigkeit, Aufgaben autonom und flexibel zu erfüllen, in Verbindung mit einem starken Teamgeist.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“